

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1107

[C — 2000/27186]

**30 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution
de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, notamment les articles 27, alinéa 2, 30, alinéa 4, 31 à 33 et 36, alinéa 4, insérés par le décret du 23 décembre 1993;

Vu l'article 12 du décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 relatif à la perception de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 12 octobre 1999;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

*CHAPITRE 1er. — Etablissement et perception de la taxe
sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles*

Section 1re. — Déclaration et établissement de la taxe

Article 1^{er}. Tout redevable est tenu de déclarer, chaque année, à l'Administration, en vertu de l'article 30, § 1^{er}, tous les éléments de l'année précédente nécessaires à l'établissement de la taxe.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont dispensés de faire la déclaration les redevables qui remplissent les deux conditions suivantes :

1° déverser uniquement des eaux usées domestiques, à l'exclusion des eaux usées agricoles;

2° acquitter la totalité de la taxe en application de l'article 33 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, ci-après dénommé « le décret ».

Est assimilée de plein droit à la déclaration visée à l'alinéa 1^{er} pour autant qu'elle parvienne à l'Administration dans les délais prévus aux articles 19 et 20 du décret :

1° la déclaration, pour autant qu'elle soit complète et correcte, que le redevable fait parvenir à l'Administration en application de la réglementation sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

2° la déclaration, pour autant qu'elle soit complète et correcte, que le redevable fait parvenir à l'Administration en vertu de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux;

3° la déclaration, pour autant qu'elle soit complète et correcte, que le redevable fait parvenir à l'Administration en application des articles 18 à 20 du décret.

Art. 2. Les dispositions des articles 19 à 26 du décret sont applicables à la déclaration visée à l'article 1^{er} et à l'établissement de la taxe.

Section 2. — Perception de la taxe

Art. 3. Les distributeurs publics d'eau alimentaire, ci-après dénommés « les distributeurs », sont chargés de percevoir la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles.

Art. 4. § 1^{er}. Les distributeurs conservent pendant deux ans les registres suivants :

1° un registre des redevables reliés à leur réseau de distribution, même de manière temporaire, distinguant la présence ou l'absence d'un système de comptage;

2° un registre des avis de paiement de la taxe émis par année civile;

3° un registre des taxes payées;

4° un registre des taxes impayées qui reçoit mensuellement les taxes restant dues en tout ou en partie à l'expiration d'un délai de nonante jours prenant cours à la date d'envoi de l'avis de paiement par le distributeur.

Les distributeurs font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement, au plus tard le 20^e jour de chaque mois, un extrait mensuel du registre visé au 4° arrêté au dernier jour du mois qui précède celui de l'envoi.

§ 2. Les distributeurs sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par l'Administration, par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire chargé de cette fonction, ou par le fonctionnaire chargé du recouvrement, de leur communiquer sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire au contrôle de la bonne exécution des obligations résultant des dispositions du décret ou du présent arrêté.

Sans préjudice du droit de l'Administration, de l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne ou du fonctionnaire chargé de cette fonction ou du fonctionnaire chargé du recouvrement, de demander des renseignements verbaux, tout distributeur est tenu, lorsqu'il en est requis, de leur fournir, par écrit ou sur tout support dont les spécifications sont définies par les Ministres ayant les finances et la politique de l'eau dans leurs attributions, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé.

§ 3. Les distributeurs sont indemnisés de l'ensemble des frais exposés par eux résultant de la perception de la taxe, sur la base du nombre d'avis de paiement émis, à raison d'un forfait de 55 francs, hors T.V.A., par avis de paiement.

Ne sont pas considérés comme avis de paiement donnant lieu à indemnisation, la facture visée à l'article 6, § 3, portant majoration ou diminution de la taxe. les rappels éventuels ainsi que les factures intermédiaires.

Pour obtenir le paiement de l'indemnité forfaitaire, le distributeur produit, à même date que les versements visés à l'article 6, § 1^{er}, auprès du fonctionnaire chargé du recouvrement, une déclaration de créance en triple exemplaire, revêtue d'une formule, dûment signée, la certifiant sincère et véritable. La déclaration porte sur tous les avis de paiement émis concernant les taxes payées dont les montants sont versés au fonctionnaire chargé du recouvrement ainsi que sur tous les avis de paiement émis relatifs aux taxes impayées dont il a communiqué les extraits pendant le même trimestre.

Après vérification de la déclaration de créance, le montant admis est acquitté au distributeur dans les soixante jours du versement opéré par celui-ci, pour autant que la déclaration de créance ait été produite à même date. Ce délai est augmenté d'un jour par jour de retard du dépôt de la déclaration.

Il est dû, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux légal prenant cours le lendemain du jour de l'échéance.

Les Ministres ayant les finances et la politique de l'eau dans leurs attributions déterminent les mentions obligatoires de la déclaration de créance.

Art. 5. La taxe recouvrée à l'initiative du fonctionnaire chargé du recouvrement doit être payée dans les deux mois suivant l'envoi par ce fonctionnaire de l'avis de paiement, adressé au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de taxation ou de la taxation d'office.

Art. 6. § 1^{er}. Les distributeurs perçoivent le montant de la taxe tel qu'il résulte des dispositions des articles 12 à 14 et 33 du décret.

Au plus tard le trentième jour du mois qui suit chaque trimestre de l'année civile, ils versent au fonctionnaire chargé du recouvrement le montant total des taxes perçues pendant le trimestre considéré.

A l'appui de chaque versement, ils font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement à la même date un extrait du registre des taxes payées couvrant le trimestre considéré.

Sans préjudice du § 3, alinéa 1^{er}, les distributeurs ne peuvent restituer le montant de la taxe aux redevables, ni les exempter de son paiement.

§ 2. Les distributeurs mentionnent la taxe sur tous les rappels adressés au redevable avant l'expiration du délai fixé à l'article 4, § 1^{er}, 4^o.

Ils font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement, au plus tard le 20^e jour de chaque mois, un extrait mensuel du registre des taxes impayées arrêté au dernier jour du mois qui précède celui de l'envoi.

Sans préjudice de l'alinéa 4, le fonctionnaire chargé du recouvrement assure le recouvrement des taxes impayées.

Le montant total des taxes impayées perçues ultérieurement par chaque distributeur est versé hebdomadairement au fonctionnaire chargé du recouvrement.

A l'appui de chaque versement, les distributeurs font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement un extrait du registre des taxes impayées couvrant la semaine considérée, limité aux redevables pour lesquels les distributeurs opèrent versement et comprenant, en outre, les dates de perception, ou à défaut, les dates d'imputation.

Le versement visé à l'alinéa précédent ne peut en aucun cas se confondre à celui visé au § 1^{er}.

Le fonctionnaire chargé du recouvrement peut autoriser les distributeurs à exécuter les obligations résultant du présent paragraphe dans d'autres délais.

§ 3. Sauf lorsqu'il s'agit de taxes impayées à l'expiration du délai fixé à l'article 4, § 1^{er}, 4^o, les distributeurs sont autorisés à percevoir ou rembourser les majorations ou diminutions de la taxe consécutives à la rectification d'une erreur dans la détermination du volume annuel d'eau fourni.

Pour les taxes impayées, les distributeurs établissent une nouvelle facture et font parvenir mensuellement au fonctionnaire chargé du recouvrement un extrait du registre des taxes impayées couvrant le mois précédant l'envoi, limité aux redevables pour lesquels une rectification a été opérée.

Le fonctionnaire chargé du recouvrement procède à la perception ou au remboursement de l'indu.

Les extraits des registres des taxes payées et impayées transmis en vertu des §§ 1^{er} et 2 comportent le détail des opérations visées au présent paragraphe respectivement pour le trimestre et pour le mois considérés.

Art. 7. Les distributeurs ne perçoivent pas la taxe auprès des redevables lorsque le produit du volume consommé annuellement à la distribution publique et exprimé en m³ par la taxe unitaire visée à l'article 12 du décret est supérieur ou égal au double du montant total de la taxe calculé par l'Administration conformément aux articles 10 et 14 du décret pour autant que ce montant total atteigne au moins 100 000 francs.

L'Administration adresse aux distributeurs la liste des redevables reliés à leurs réseaux qui remplissent les conditions visées à l'alinéa 1^{er}. Cet avis vaut instruction de ne plus percevoir la taxe auprès des redevables y mentionnés. L'instruction est réputée acquise quinze jours après l'envoi de l'avis.

L'Administration adresse aux distributeurs la liste des redevables reliés à leurs réseaux qui ne remplissent plus les conditions visées à l'alinéa 1^{er}. Cet avis vaut instruction de percevoir la taxe auprès des redevables y mentionnés et de communiquer à l'Administration, pour chaque redevable, le volume d'eau facturé non taxé depuis le 1^{er} janvier de l'année qui précède celle au cours de laquelle l'avis est adressé. L'instruction est réputée acquise quinze jours après l'envoi de l'avis.

Art. 8. Les extraits et documents que le distributeur est tenu de faire parvenir à l'Administration ou au fonctionnaire chargé du recouvrement sont établis sur support informatique, sauf dérogation accordée par l'Administration ou l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie.

Les spécifications techniques des fichiers et les modalités de transfert, qui seront précisées par les Ministres ayant les finances et la politique de l'eau dans leurs attributions, sont communiquées par l'Administration et l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie au plus tard trois mois avant leur mise en application par le distributeur.

CHAPITRE II. — *Etablissement et perception de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles*

Art. 9. Les rôles mentionnent :

- 1° le nom de la Région;
- 2° les noms, prénoms ou raison sociale du redevable de la taxe, ainsi que son adresse et celle de déversement des eaux usées;
- 3° la référence au décret;

4° le montant de la taxe, le fait qui en justifie la déduction et l'exercice auquel elle se rattache;

5° l'exécutoire;

6° l'article budgétaire auquel le produit de la taxe est affecté;

7° le numéro d'ordre ou article du rôle.

Outre les éléments repris à l'alinéa 1^{er}, les avertissements-extraits de rôle mentionnent :

1° la date d'exigibilité;

2° la désignation et l'adresse du service chargé d'établir la taxation.

Art. 10. Les rôles sont dressés par l'Administration aux époques qu'elle fixe.

Ils sont arrêtés par le Ministre ayant la politique de l'eau dans ses attributions et sont rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie ou le fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 11. Les rôles sont rattachés à l'année budgétaire en cours à la date de leur exécutoire.

Art. 12. Les avertissements-extraits de rôle sont adressés au redevable dès que les rôles sont rendus exécutoires.

La note de calcul établie par l'Administration est jointe à l'avertissement-extrait de rôle qui y fait expressément référence.

CHAPITRE III. — *Exemption et restitution*

Art. 13. L'Administration adresse trimestriellement aux distributeurs la liste des redevables reliés à leurs réseaux qui bénéficient d'une exemption, avec la mention des points de fourniture concernés. Cet avis vaut instruction de ne plus percevoir la taxe auprès des redevables y mentionnés. L'instruction est réputée acquise quinze jours après l'envoi de l'avis.

Art. 14. L'Administration adresse trimestriellement aux distributeurs la liste des redevables reliés à leurs réseaux qui ne bénéficient plus d'une exemption, avec la mention des points de fourniture concernés. Cet avis vaut instruction de percevoir la taxe auprès des redevables y mentionnés et de communiquer à l'Administration, pour chaque redevable, le volume d'eau facturé non taxé depuis le 1^{er} janvier de l'année qui précède celle au cours de laquelle l'avis est envoyé. L'instruction est réputée acquise quinze jours après l'envoi de l'avis.

Art. 15. § 1^{er}. Le fonctionnaire chargé du recouvrement opère restitution d'office des sommes auxquelles peut prétendre un redevable par application de l'article 35 du décret, dans les trois mois de l'envoi du dossier par l'Administration, sous réserve de la preuve de paiement des montants dont la restitution est demandée.

§ 2. Toute somme à rembourser à des redevables peut être affectée, sans formalités, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, à l'apurement de toute taxe en principal, intérêts et frais, due par ces redevables.

Si la taxe fait l'objet de réclamations ou de recours et dans la mesure où elle ne constitue pas une dette certaine et liquide, l'affectation s'opère au titre de mesure conservatoire.

L'avis adressé par le fonctionnaire chargé du recouvrement fait mention des dettes à l'apurement desquelles ces sommes sont affectées.

CHAPITRE IV. — *Recouvrement*

Art. 16. Lorsque le redevable n'a pas payé la taxe dans les délais et formes prévus aux articles 29 ou 34 du décret, le fonctionnaire chargé du recouvrement lui fait signifier une contrainte avec commandement de payer sous peine d'exécution par voie de saisie.

Lorsque le montant réclamé en principal et intérêts n'excède pas la somme de 20 000 francs, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut notifier la contrainte au redevable par pli recommandé à la poste.

Le commandement visé à l'article 36, alinéa 3, du décret doit porter, en tête, un extrait de l'article du rôle concernant le redevable et une copie de l'exécutoire.

Art. 17. Les versements partiels effectués ensuite de la signification ou de la notification d'une contrainte ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

Art. 18. Le délai du commandement étant expiré, le fonctionnaire chargé du recouvrement fait procéder à l'exécution forcée.

Art. 19. La saisie-exécution immobilière doit faire l'objet d'une autorisation du Ministre ayant les finances dans ses attributions.

Le fonctionnaire chargé du recouvrement joint à la demande d'autorisation :

1° un certificat, délivré par le conservateur des hypothèques, des inscriptions grevant les biens à réaliser;

2° un état indiquant :

a) le nom du redevable retardataire;

b) la nature et le montant des taxes à recouvrer;

c) la valeur vénale estimative desdits biens;

d) leur revenu cadastral;

e) la valeur approximative des meubles affectés au privilège du Trésor régional et dont la saisie a été ou pourrait être pratiquée.

Art. 20. Lorsque les poursuites indirectes portent sur un montant réclamé en principal, intérêts et accessoires, n'excédant pas la somme de 20 000 francs, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut procéder conformément à l'article 38, §§ 2 à 4, du décret.

La notification vaut sommation avec opposition sur les revenus, sommes et effets détenus par des tiers. Elle reste valable aussi longtemps que la dette n'a pas été acquittée.

Le paiement ne peut en être exigé qu'aux échéances des obligations du tiers à l'égard du redevable.

L'avis prévu à l'article 1390 du Code judiciaire est transmis par le fonctionnaire chargé du recouvrement au greffe du tribunal de première instance dans les vingt-quatre heures du dépôt à la poste du pli recommandé valant saisie-arrêt.

Art. 21. Le fonctionnaire chargé du recouvrement restitue l'excédent éventuel au redevable.

Art. 22. Outre les frais de poursuites qui sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale, sont à charge du redevable retardataire :

- 1° les frais postaux;
- 2° les frais d'hypothèque.

Dans les cas exceptionnels, le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser le fonctionnaire chargé du recouvrement à faire l'avance des frais de poursuites à l'huissier instrumentant.

Ne sont pas admis en liquidation :

- 1° les frais d'actes accomplis par les huissiers de justice non justifiés par la production des originaux;
- 2° les frais résultant de poursuites qui ne sont pas exercées en vertu d'une contrainte préalable.

CHAPITRE V. — Paiements et quittances

Art. 23. Sans préjudice des articles 3 et 6, la taxe est payable en mains au fonctionnaire chargé du recouvrement.

Art. 24. § 1^{er}. La taxe doit être payée au moyen :

- 1° d'un versement ou d'un virement effectué sur le compte courant du fonctionnaire chargé du recouvrement ou du distributeur lorsqu'il est chargé de la perception;
- 2° d'un mandat de poste au profit du fonctionnaire chargé du recouvrement ou du distributeur lorsqu'il est chargé de la perception;
- 3° d'un chèque certifié ou garanti, préalablement barré, tiré au profit du fonctionnaire chargé du recouvrement ou du distributeur lorsqu'il est chargé de la perception sur une institution financière affiliée ou représentée à une chambre de compensation du pays.

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut, dans des circonstances particulières, autoriser d'autres modes de paiement.

§ 2. A défaut d'employer la formule de paiement qui lui a été adressée par l'avertissement-extrait de rôle ou l'avis de paiement, le redevable doit reproduire, sur la formule de paiement qu'il utilise, la communication structurée permettant d'identifier la taxe payée.

§ 3. Font foi du paiement, sauf preuve contraire :

- 1° en ce qui concerne les versements et les mandats de poste, les accusés de réception datés par la Poste;
- 2° en ce qui concerne les virements et les chèques, les extraits de compte et les annexes y relatives.

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les éléments probants lorsqu'il autorise un autre mode de paiement.

Art. 25. Le paiement de la taxe produit ses effets :

- 1° pour les paiements effectués dans un bureau de poste, soit par versement, soit par mandat à la date indiquée par la poste;
- 2° pour les paiements effectués au moyen d'un chèque certifié ou garanti, à la date à laquelle le chèque a été reçu par le fonctionnaire chargé du recouvrement;
- 3° pour les paiements effectués entre les mains d'un huissier de justice et les produits de saisie, à la date de la remise des fonds entre les mains de l'huissier de justice;
- 4° pour les virements, à la date de l'extrait de compte du fonctionnaire chargé du recouvrement portant crédit du paiement;
- 5° pour les paiements effectués auprès d'un distributeur, à la date de l'extrait de compte de ce dernier.

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions détermine la date à laquelle le paiement sort ses effets lorsqu'il autorise un autre mode de paiement.

Art. 26. A défaut pour le redevable d'indiquer la dette qu'il entend acquitter, les paiements sont imputés par priorité :

- 1° sur le montant en principal des taxes que le fonctionnaire chargé du recouvrement entend apurer;
- 2° sur les intérêts de retard afférents aux taxes que le fonctionnaire chargé du recouvrement entend apurer;
- 3° sur les frais de toute nature quelles que soient les taxes auxquelles ils se rapportent.

Art. 27. A défaut pour le redevable d'indiquer la dette qu'il entend acquitter, les sommes qu'il verse aux distributeurs sont imputées par priorité sur le montant de la facture d'eau, à l'exclusion des frais éventuels avancés par les distributeurs du chef des rappels et poursuites pour la récupération des montants portés aux factures d'eau ainsi que des intérêts afférents à ces factures.

Art. 28. Le fonctionnaire chargé du recouvrement est habilité à accorder des termes et délais pour le paiement de la taxe et pour en donner quittance.

Sans préjudice de l'article 6, § 3, il est seul habilité à opérer les remboursements et les restitutions résultant de l'application des dispositions du décret et du présent arrêté.

Art. 29. Les paiements des distributeurs produisent leurs effets à la date de l'extrait de compte du fonctionnaire chargé du recouvrement portant crédit du montant versé.

Il est dû, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux légal prenant cours le lendemain du jour de l'échéance.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

Art. 30. § 1^{er}. Les Ministres ayant les finances et la politique de l'eau dans leurs attributions définissent les formes, contenus et supports des registres, livres et extraits visés au présent arrêté.

Ils fixent les modèles des formules de déclaration.

§ 2. Les avis de paiement et avertissements-extraits de rôles peuvent porter par mention distincte, avis de paiement des taxes, redevances ou contributions de prélèvement instituées par la réglementation sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

§ 3. Une seule contrainte peut être dressée pour l'ensemble des taxes, redevances ou contributions de prélèvement restant dues par le redevable au jour où elle est décernée.

Art. 31. Toute communication concernant la déclaration et le contrôle ainsi que les avertissements-extraits de rôles et avis de paiement sont transmis aux redevables sous plis fermés.

Art. 32. La taxe est, à chaque stade du calcul, établie en francs; les fractions de francs sont arrondies au franc supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent cinquante centimes ou qu'elles sont inférieures à ce montant.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 33. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 relatif à la perception de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 1996, est abrogé.

Art. 34. L'article 8 du décret du 23 décembre 1993 modifiant le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques et le présent arrêté, à l'exception de l'article 35, entrent en vigueur le 1^{er} avril 2001.

Art. 35. Pour les taxes restant dues avant le 1^{er} avril 2001 :

1° la contrainte est visée et rendue exécutoire par le Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire chargé de cette fonction;

2° les demandes en restitution de la taxe formées par exploits contenant citation en justice sont signifiées au Cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon.

Art. 36. Le Ministre ayant le Budget et les Finances ainsi que le Ministre qui ayant la Politique de l'Eau dans leurs attributions, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1107

[C — 2000/27186]

**30. MÄRZ 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Festlegung, die Erhebung, die Beitreibung, die Befreiung und die Rückerstattung der Abgabe
für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, insbesondere des Artikels 27, Absatz 2, des Artikels 30, Absatz 4, der Artikel 31 bis 33 und 36, Absatz 4, die durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 eingefügt worden sind;

Aufgrund des Artikels 12 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Januar 1991 über die Erhebung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 28. August 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Oktober 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

KAPITEL I — Festlegung und Erhebung der Abgabe für die Einleitung von nicht industriellen Abwässern

Abschnitt 1 — Erklärung und Festlegung der Abgabe

Artikel 1 - Jeder Abgabepflichtige ist dazu verpflichtet, jedes Jahr der Verwaltung gemäß Artikel 30, § 1 alle Angaben des vorherigen Jahres zu erklären, die zur Festlegung der Abgabe notwendig sind.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Abgabepflichtigen, die die folgenden beiden Bedingungen erfüllen, von der Erklärung befreit:

1° nur häusliche Abwässer einleiten, unter Ausschluss der landwirtschaftlichen Abwässer;

2° die gesamte Abgabe entrichten, in Anwendung von Artikel 33 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, nachstehend "das Dekret" genannt.

Wenn sie bei der Verwaltung innerhalb der in Artikel 19 und 20 des Dekrets vorgeschriebenen Fristen eintrifft, wird die Erklärung unter den folgenden Bedingungen von Rechts wegen der in Absatz 1 erwähnten Erklärung gleichgestellt:

1° wenn sie vollständig und richtig ist, und vom Abgabepflichtigen in Anwendung der Regelung über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser bei der Verwaltung eingereicht wird;

2° wenn sie vollständig und richtig ist, und vom Abgabepflichtigen in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 über die auf die Einleitung der Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten und gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung bei der Verwaltung eingereicht wird;

3° wenn sie vollständig und richtig ist, und vom Abgabepflichtigen in Anwendung der Artikel 18 bis 20 des Dekrets bei der Verwaltung eingereicht wird.

Art. 2 - Die Bestimmungen der Artikel 19 bis 26 des Dekrets finden auf die in Artikel 1 erwähnte Erklärung und auf die Festlegung der Abgabe Anwendung.

Abschnitt 2 — Erhebung der Abgabe

Art. 3 - Die öffentlichen Trinkwasserversorgungsgesellschaften, nachstehend "die Versorgungsgesellschaften" genannt, werden mit der Erhebung der Abgabe für die Einleitung von nicht industriellem Abwasser beauftragt.

Art. 4 - § 1. Die Versorgungsgesellschaften behalten zwei Jahre lang die folgenden Register:

1° ein Register der Abgabepflichtigen, die ihrem Versorgungsnetz angeschlossen sind, sei es auch vorläufig. In diesem Register wird jeweils angeführt, ob eine Zählvorrichtung vorhanden ist oder nicht;

2° ein Register über die Zahlungsaufforderungen der Abgabe nach Kalenderjahr;

3° ein Register der gezahlten Abgaben;

4° ein Register der nicht gezahlten Abgaben, in dem die Abgaben, die am Ablauf einer Frist von neunzig Tagen ab dem Versand durch die Versorgungsgesellschaft der Zahlungsaufforderung noch ganz oder teilweise geschuldet sind, monatlich eingetragen werden.

Die Versorgungsgesellschaften übermitteln dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten spätestens am 20. Tag eines jeden Monats einen monatlichen Auszug aus dem unter 4° erwähnten Register, das am letzten Tag des Monats vor dem Monat des Versandes abgeschlossen ist.

§ 2. Wenn die Verwaltung, der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region oder der damit beauftragte Beamte bzw. der mit der Beitreibung beauftragte Beamte es von ihnen verlangen, müssen die Versorgungsgesellschaften ihnen an Ort und Stelle jede Unterlage zur Überprüfung übermitteln, die zur Kontrolle der Einhaltung der sich aus den Bestimmungen des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses ergebenden Verpflichtungen notwendig ist.

Unbeschadet des Rechts der Verwaltung, des Generalinspektors der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region oder des damit beauftragten Beamten bzw. des mit der Beitreibung beauftragten Beamten, auch mündliche Auskünfte einzuholen, muss jede Versorgungsgesellschaft ihnen auf deren Anfrage hin schriftlich oder auf irgendwelchem Träger, dessen Eigenschaften von den für die Finanzen und die Politik in Sachen Wasserwesen zuständigen Ministern bestimmt werden, jegliche angeforderte Auskunft innerhalb des Monats der Anfrage erteilen.

§ 3. Zur Entschädigung aller Unkosten, welche die Versorgungsgesellschaften bei der Erhebung der Abgabe zu tragen haben, erhalten diese auf der Grundlage der Anzahl erstellter Zahlungsaufforderungen je Zahlungsaufforderung eine Pauschalbetrag von 55 BEF außer MwSt.

Als zu einer Entschädigung Anlass gebende Zahlungsaufforderung gelten weder die in Artikel 6 § 3 erwähnte Rechnung zur Erhöhung bzw. Ermäßigung der Abgabe noch die eventuellen Erinnerungsschreiben bzw. Zwischenrechnungen.

Um die Zahlung der Pauschalentschädigung erhalten zu können, muss die Versorgungsgesellschaft am selben Tag, wie die in Artikel 6 § 1 erwähnten Einzahlungen beim mit der Beitreibung beauftragten Beamten eine Forderungsanmeldung in drei Ausfertigungen beibringen, die mit einer ordnungsgemäß unterzeichneten Formel zur Beglaubigung ihrer Richtigkeit und Wahrhaftigkeit versehen ist. Die Forderungsanmeldung betrifft alle erstellten Zahlungsaufforderungen bezüglich der entrichteten Abgaben, deren Beträge beim mit der Beitreibung beauftragten Beamten eingezahlt werden, sowie alle erstellten Zahlungsaufforderungen bezüglich der ausstehenden Abgaben, deren Auszüge er im Laufe desselben Quartals übermittelt hat.

Nach Überprüfung der Forderungsanmeldung wird der zugelassene Betrag der Versorgungsgesellschaft innerhalb von sechzig Tagen nach der von ihr getätigten Einzahlung entrichtet, sofern die Forderungsanmeldung am selben Tag übermittelt worden ist. Diese Frist wird je Verzugstag bei dem Eingang der Forderungsanmeldung um einen Tag verlängert.

Von Rechts wegen und ohne Mahnung wird ein Zins ab dem Tag nach dem Fälligkeitstermin geschuldet, wobei der Zinssatz der gesetzliche Zinssatz ist.

Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Finanzen und die Politik in Sachen Wasserwesen gehören, bestimmen, welche Vermerke auf der Forderungsanmeldung obligatorisch sind.

Art. 5 - Die auf Initiative des mit der Beitreibung beauftragten Beamten beigetriebene Abgabe muss innerhalb von zwei Monaten gezahlt werden, nachdem dieser Beamte die Zahlungsaufforderung gerichtet hat, was spätestens am 31. März des Jahres, das auf das Veranlagungsjahr oder auf das Jahr der Veranlagung von Amts wegen erfolgt.

Art. 6 - § 1. Die Versorgungsgesellschaften erheben den Betrag der Abgabe, so wie er sich aus den Bestimmungen der Artikel 12 bis 14 und 33 des Dekrets ergibt.

Spätestens am dreißigsten Tag des Monats, der auf jedes Quartal des Kalenderjahres folgt, zahlen sie beim mit der Beitreibung beauftragten Beamten den Gesamtbetrag der im betroffenen Quartal erhobenen Abgaben ein.

Zur Bekräftigung jeder Einzahlung übermitteln sie am selben Tag dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten einen Auszug aus dem Register der ausstehenden Abgaben in Bezug auf das betroffene Quartal.

Unbeschadet von § 3 Absatz 1 dürfen die Versorgungsgesellschaften weder den Abgabepflichtigen den Betrag der Abgabe zurückerstatten noch sie von deren Zahlung befreien.

§ 2. Die Versorgungsgesellschaften erwähnen die Abgabe auf jedem vor Ablauf der in Artikel 4 § 1, 4° festgelegten Frist an den Abgabepflichtigen gerichteten Erinnerungsschreiben.

Sie übermitteln dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten spätestens am 20. Tag eines jeden Monats einen Auszug aus dem am letzten Tag des Monats vor dem Monat des Versandes abgeschlossenen Register der ausstehenden Abgaben.

Unbeschadet von Absatz 4 gewährleistet der mit der Beitreibung beauftragte Beamte die Beitreibung der nicht gezahlten Abgaben.

Der Gesamtbetrag der nicht gezahlten Abgaben, die von jeder Versorgungsgesellschaft nachträglich erhoben worden sind, wird zugunsten des mit der Beitreibung beauftragten Beamten wöchentlich eingezahlt.

Zur Bekräftigung jeder Einzahlung übermitteln die Versorgungsgesellschaften dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten einen Auszug aus dem Register der ausstehenden Abgaben für die betreffende Woche. Dieser bezieht sich nur auf die Abgabepflichtigen, für welche die Versorgungsgesellschaften die Einzahlung vornehmen, und gibt außerdem das Datum der Erhebung oder mangels dessen das Datum der Anrechnung an.

Die im vorigen Absatz erwähnte Einzahlung muss sich auf jeden Fall deutlich von der in § 1 erwähnten Einzahlung unterscheiden.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte darf den Versorgungsgesellschaften erlauben, die Verpflichtungen, die sich aus dem vorliegenden Absatz ergeben, innerhalb anderer Fristen einzugehen.

§ 3. Außer wenn es sich um am Ablauf der in Artikel 4 § 1 4° festgelegten Frist noch ausstehende Abgaben handelt, werden die Versorgungsgesellschaften ermächtigt, um die Erhöhungen bzw. Verminderungen der Abgabe infolge der Berichtigung einer irrtümlichen Bestimmung des gelieferten jährlichen Wasservolumens zu beziehen bzw. zurückzahlen.

Für die ausstehenden Abgaben erstellen die Versorgungsgesellschaften eine neue Rechnung und übermitteln dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten monatlich einen Auszug aus dem Register der nicht gezahlten Abgaben bezüglich des Monats vor dem Versand, der nur die Abgabepflichtigen betrifft, für welche die Berichtigung vorgenommen worden ist.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte nimmt die Erhebung und die Rückzahlung der zuviel gezahlten Beträge vor.

Die aufgrund der §§ 1 und 2 übermittelten Auszüge aus dem Register der gezahlten und nicht gezahlten Abgaben beschreiben jeweils für das betreffende Quartal und den betreffenden Monat die ausführlichen, im vorliegenden Absatz erwähnten Maßnahmen.

Art. 7 - Die Versorgungsgesellschaften erheben die Abgabe bei den Abgabepflichtigen nicht, wenn das Ergebnis der Multiplikation des an der öffentlichen Versorgung jährlich verbrauchten und in m³ ausgedruckten Volumens mit dem Einzelbetrag der in Artikel 12 des Dekrets erwähnten Abgabe mindestens doppelt so hoch ist wie der Gesamtbetrag der Abgabe, der von der Verwaltung gemäß Artikel 10 und 14 des Dekrets berechnet wird, sofern dieser Gesamtbetrag mindestens 100 000 BEF erreicht.

Die Verwaltung richtet an die Versorgungsgesellschaften die Liste der Abgabepflichtigen, die ihrem Netz angeschlossen sind und die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllen. Dieser Bescheid gilt als Anweisung, bei den dort angeführten Abgabepflichtigen die Abgabe nicht mehr zu erheben. Fünfzehn Tage nach Versand des Bescheides gilt die Anweisung als gegeben.

Art. 8 - Die Auszüge und Unterlagen, die die Versorgungsgesellschaft der Verwaltung oder dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten übermitteln muss, sind auf Datenträger zu erstellen, außer wenn die Verwaltung oder der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung eine Abweichung gewährt.

Die technischen Spezifikationen bezüglich der Dateien und die Übertragungsmodalitäten, die von den für die Finanzen und die Politik in Sachen Wasserwesen zuständigen Ministern bestimmt werden, werden spätestens drei Monate, bevor die Versorgungsgesellschaft sie in Anwendung bringt, von der Verwaltung und dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung bekanntgemacht.

KAPITEL II — Festlegung und Erhebung der Abgabe für die Einleitung von industriellen Abwässern

Art. 9 - Die Steuerbescheide der Heberollen enthalten:

- 1° den Namen der Region;
- 2° den Namen, Vornamen oder Gesellschaftsnamen und die Anschrift des Abgabepflichtigen, sowie die Anschrift des Ortes, wo die Einleitung der Abwässer stattfindet;
- 3° den Bezug auf das Dekret;
- 4° den Betrag der Abgabe sowie die Tatsache, aufgrund deren die Abgabe geschuldet wird, und das Jahr, auf welches sie sich bezieht;
- 5° die Vollstreckbarkeitserklärung;
- 6° den Haushaltsartikel, dem der Ertrag der Abgabe zugeteilt wird;
- 7° die laufende Nummer oder den Artikel der Heberolle.

Zusätzlich zu den in Absatz 1 erwähnten Angaben enthalten die Steuerbescheide der Heberollen ebenfalls:

- 1° das Fälligkeitsdatum
- 2° die Bezeichnung und die Anschrift der mit der Festsetzung der Abgabe beauftragten Dienststelle.

Art. 10 - Die Heberollen werden von der Verwaltung in den von ihr bestimmten Zeiträumen erstellt.

Sie werden von dem für die Politik in Sachen Wasserwesen zuständigen Minister erlassen und vom Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung oder dem dieses Amt ausübenden Beamten für vollstreckbar erklärt.

Art. 11 - Die Heberollen werden dem Haushaltsjahr, das am Tag ihrer Vollstreckbarkeitserklärung läuft, zugeordnet.

Art. 12 - Die Steuerbescheide der Heberolle werden an den Abgabepflichtigen gerichtet, sobald die Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind.

Die von der Verwaltung aufgestellte Berechnung wird dem Steuerbescheid der Heberolle beigelegt. Dieser enthält einen ausdrücklichen Bezug auf diese Berechnungsaufstellung.

KAPITEL III — *Befreiung und Rückerstattung*

Art. 13 - Die Verwaltung richtet den Versorgungsgesellschaften quartalsweise die Liste der Abgabepflichtigen, die ihrem Netz angeschlossen sind und Anspruch auf eine Befreiung haben, unter Angabe der betroffenen Lieferstellen. Dieser Bescheid gilt als Anweisung, bei den dort angeführten Abgabepflichtigen die Abgabe nicht mehr zu erheben. Fünfzehn Tage nach dem Versand des Bescheides gilt die Anweisung als gegeben.

Art. 14 - Die Verwaltung richtet den Versorgungsgesellschaften quartalsweise die Liste der Abgabepflichtigen, die ihrem Netz angeschlossen sind und keinen Anspruch mehr auf eine Befreiung haben, unter Angabe der betroffenen Lieferstellen. Dieser Bescheid gilt als Anweisung, bei den dort angeführten Abgabepflichtigen die Abgabe zu erheben, und der Verwaltung für jeden Abgabepflichtigen das Volumen mitzuteilen, das seit dem 1. Januar des Jahres vor dem Jahr, im Laufe dessen der Bescheid geschickt wird, berechnet aber nicht besteuert worden ist. Fünfzehn Tage nach dem Versand des Bescheides gilt die Anweisung als gegeben.

Art. 15 - § 1. Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte nimmt die Rückerstattung von Amts wegen der Beträge vor, auf die ein Abgabepflichtiger in Anwendung von Artikel 35 des Dekrets Anspruch hat. Dies erfolgt innerhalb von drei Monaten, nachdem die Verwaltung die Akte geschickt hat, unter Vorbehalt der Vorlage des Zahlungsbelegs für die Beträge, deren Rückerstattung beantragt wird.

§ 2. Jeder Betrag, der Abgabepflichtigen zurückzuerstatten ist, kann vom mit der Beitreibung beauftragten Beamten ohne weitere Formalitäten für die Bereinigung jeder von diesen Abgabepflichtigen geschuldeten Abgabe in Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestimmt werden.

Wenn die Abgabe den Gegenstand von Beanstandungen oder Einsprüchen bildet, und insofern sie keine erwiesene und feststehende Schuld ist, gilt diese Bestimmung als Sicherungsmaßnahme.

Der vom mit der Beitreibung beauftragten Beamten geschickte Bescheid erwähnt die Schulden, für deren Bereinigung diese Beträge bestimmt sind.

KAPITEL IV — *Beitreibung*

Art. 16 - Wenn der Abgabepflichtige die Abgabe nicht form- und fristgerecht im Sinne von Artikel 29 oder 34 des Dekrets entrichtet hat, stellt ihm der mit der Beitreibung beauftragte Beamte einen Vollstreckungsauftrag mit Zahlungsanordnung unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung zu.

Wenn der verlangte Kapital- und Zinsbetrag 20 000 BEF nicht überschreitet, darf der mit der Beitreibung beauftragte Beamte dem Abgabepflichtigen den Vollstreckungsauftrag per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief amtlich mitteilen.

Oben auf der in Artikel 36 Absatz 3 des Dekrets erwähnten Zahlungsanordnung muss ein Auszug aus der Steuerbescheid-Heberolle bezüglich des Abgabepflichtigen sowie eine Abschrift der Vollstreckbarkeitserklärung stehen.

Art. 17 - Die nach Zustellung oder amtlicher Mitteilung eines Vollstreckungsauftrags erfolgten Teilzahlungen verhindern die Weiterführung der Verfolgungen nicht.

Art. 18 - Wenn die Frist der Zahlungsanordnung zu Ende ist, leitet der mit der Beitreibung beauftragte Beamte die Zwangsvollstreckung ein.

Art. 19 - Die Immobilierzwangsvollstreckung muss vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, genehmigt werden.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte fügt dem Antrag auf eine Genehmigung die folgenden Unterlagen bei:

1° ein durch den Hypothekenbeamten ausgestelltes Zeugnis über die Eintragungen, die die zu verflüssigenden Güter belasten;

2° ein Dokument, das die folgenden Angaben auflistet:

a) der Name des in Verzug geratenen Abgabepflichtigen;

b) die Art und der Betrag der beizutreibenden Abgaben;

c) der geschätzte Veräußerungswert der besagten Güter;

d) ihr Katastereinkommen;

e) der annähernde Wert der beweglichen Güter, worauf das regionale Schatzamt ein Vorrecht besitzt und deren Pfändung vorgenommen werden könnte.

Art. 20 - Wenn die indirekten Verfolgungen einen Betrag (Kapital, Zinsen und Nebenkosten) unter 20 000 BEF betreffen, darf der mit der Beitreibung beauftragte Beamte gemäß Artikel 38 §§ 2 bis 4 handeln.

Die amtliche Mitteilung gilt als Aufforderung mit Pfändungsbeschluss für das Einkommen, die Summen und Wertpapiere, die im Besitz von Drittpersonen sind. Sie gilt solange die Schuld nicht beglichen worden ist.

Die Zahlung darf erst erfordert werden, wenn die Verbindlichkeiten der Drittperson dem Abgabepflichtigen gegenüber fällig werden.

Die in Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene Pfändungsanzeige wird innerhalb vierundzwanzig Stunden, nachdem der als Drittpfändung geltende Einschreibebrief bei der Post aufgegeben worden ist, vom mit der Beitreibung beauftragten Beamten der Kanzlei des Gericht erster Instanz übermittelt.

Art. 21 - Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte zahlt dem Abgabepflichtigen den eventuellen Überschuss zurück.

Art. 22 - Zusätzlich zu den Verfolgungskosten, die nach den für durch Gerichtsvollzieher ausgeführte Handlungen in Zivil- und Handelsangelegenheiten festgelegten Regeln bestimmt sind, gehen zu Lasten des in Verzug geratenen Abgabepflichtigen:

- 1° die Postkosten;
- 2° die Hypothekskosten.

In außergewöhnlichen Fällen kann der für die Finanzen zuständige Minister dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten erlauben, dem protokollierenden Gerichtsvollzieher die Verfolgungskosten vorzuschießen.

Die folgenden Kosten werden nicht für die Auszahlung in Betracht gezogen:

- 1° die Kosten für die durch die Gerichtsvollzieher ausgeführten Handlungen, die nicht mit Urschriften belegt sind;
- 2° die Kosten in Verbindung mit Verfolgungen, die nicht infolge eines vorherigen Vollstreckungsauftrags stattgefunden haben.

KAPITEL V — *Zahlungen und Quittungen*

Art. 23 - Unbeschadet der Artikel 3 und 6 ist die Abgabe dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten zu zahlen.

Art. 24 - § 1. Die Abgabe ist folgenderweise zu zahlen:

- 1° mittels einer Einzahlung bzw. Überweisung auf das Girokonto des mit der Beitreibung beauftragten Beamten oder der Versorgungsgesellschaft, wenn diese mit der Erhebung beauftragt ist;
- 2° mittels einer Postanweisung zugunsten des mit der Beitreibung beauftragten Beamten oder der Versorgungsgesellschaft, wenn diese mit der Erhebung beauftragt ist;
- 3° mittels eines vorher gekreuzten, bankbestätigten Schecks bzw. Scheckkartenschecks, der zugunsten des mit der Beitreibung beauftragten Beamten oder der Versorgungsgesellschaft, wenn diese mit der Erhebung beauftragt ist, auf eine Krediteinrichtung, die Mitglied einer Abrechnungsstelle des Landes oder dort vertreten ist, ausgestellt wird.

Der für die Finanzen zuständige Minister kann unter besonderen Umständen andere Zahlungsweisen erlauben.

§ 2. Wenn das mit dem Steuerbescheid der Heberolle oder der Zahlungsaufforderung geschickte Zahlungsformular nicht verwendet wird, muss der Abgabepflichtige die strukturierte Verwendungszweckangabe zur Identifizierung der gezahlten Abgabe auf das benutzte Zahlungsformular eintragen.

§ 3. Solange das Gegenteil nicht erwiesen wird, gilt das Folgende als maßgebend für die Zahlung:

- 1° was die Einzahlungen und Postanweisungen betrifft, die mit dem Datum versehenen Empfangsbestätigungen der Post;
- 2° was die Überweisungen und Schecks betrifft, die betreffenden Kontoauszüge und Anlagen.

Wenn der für die Finanzen zuständige Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, welche Zahlungsbelege dafür maßgebend sind.

Art. 25 - Die Zahlung der Abgabe wird wirksam:

- 1° für die in einem Postamt entweder durch Einzahlung oder durch Anweisung getätigten Zahlungen, am Tag, der von der Post angegeben ist;
- 2° für die durch bankbestätigte Schecks bzw. Scheckkartenschecks getätigten Zahlungen, das Datum, an dem der mit der Beitreibung beauftragte Beamte den Scheck erhalten hat;
- 3° für die Zahlungen an den Gerichtsvollzieher und die Erträge der Pfändungen, das Datum, an dem der Gerichtsvollzieher die Gelder erhalten hat;
- 4° für die Überweisungen, das Datum des Kontoauszuges des mit der Beitreibung beauftragten Beamten, an dem die Zahlung gutgeschrieben worden ist.
- 5° für die bei der Versorgungsgesellschaft getätigten Zahlungen, am Tag des Kontoauszuges der Versorgungsgesellschaft.

Wenn der für die Finanzen zuständige Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, an welchem Datum die Zahlung wirksam wird.

Art. 26 - Wenn der Abgabepflichtige nicht angibt, welche Schuld er begleichen möchte, werden die Zahlungen nach der folgenden Vorrangreihenfolge angerechnet:

- 1° auf den Kapitalbetrag der Abgaben, die der mit der Beitreibung beauftragte Beamte bereinigen möchte;
- 2° auf die Verzugszinsen für Abgaben, die der mit der Beitreibung beauftragte Beamte bereinigen möchte;
- 3° auf die Kosten jeglicher Art, welche auch die Abgaben sein mögen, auf die sie sich beziehen.

Art. 27 - Wenn der Abgabepflichtige nicht angibt, welche Schuld er begleichen möchte, werden die Zahlungen an die Versorgungsgesellschaften vorrangig auf den Betrag der Wasserrechnung angerechnet, unter Ausschluss der ggf. von den Versorgungsgesellschaften ausgelegten Kosten für die Erinnerungsschreiben und Verfolgungen zur Beitreibung der in den Wasserrechnungen eingetragenen Beträge sowie der mit diesen Rechnungen verbundenen Zinsen.

Art. 28 - Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte ist berechtigt, um Zahlungsaufschübe und -fristen für die Abgabe zu bewilligen, und um Quittung dafür zu erteilen.

Unbeschadet von Artikel 6 § 3 ist er als Einziger berechtigt, um die Rückzahlungen und -erstattungen infolge der Bestimmungen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses vorzunehmen.

Art. 29 - Die Zahlungen der Versorgungsgesellschaften werden wirksam am Tag des Kontoauszuges des mit der Beitreibung beauftragten Beamten, an dem der eingezahlte Betrag gutgeschrieben wird.

Von Rechts wegen und ohne Mahnung wird ein Zins ab dem Tag nach dem Fälligkeitstermin geschuldet, wobei der Zinssatz der gesetzliche Zinssatz ist.

KAPITEL VI — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 30 - § 1. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Finanzen und die Politik in Sachen Wasserwesen gehören, bestimmen die Form, den Inhalt, und den Träger der jeweiligen Register, Bücher und Auszüge, die im vorliegenden Erlass erwähnt sind.

Sie legen die Muster der Erklärungsformulare fest.

§ 2. Die Zahlungsaufforderungen und Steuerbescheide der Heberollen können getrennte Vermerke enthalten, die für die durch die Regelung über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser eingeführten Entnahmegebühren, -abgaben bzw. -beiträge als Zahlungsaufforderungen gelten.

§ 3. Es darf nur ein Vollstreckungsauftrag für die gesamten Abgaben, Gebühren oder Entnahmeabgaben, die am Tag der Erteilung dieses Vollstreckungsauftrags vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen noch geschuldet sind, erstellt werden.

Art. 31 - Jede Mitteilung in Bezug auf die Erklärung und die Kontrolle sowie die Steuerbescheide der Heberollen und die Zahlungsaufforderungen werden dem Abgabepflichtigen in versiegelten Umschlägen übermittelt.

Art. 32 - Die Abgabe wird bei jeder Berechnungsphase in BEF festgelegt; die BEF-Bruchteile werden jeweils auf den nächsten BEF auf- bzw. abgerundet, je nachdem sie mindestens fünfzig Centime erreichen oder unter diesem Betrag liegen.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 33 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 1991 über die Erhebung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 1996 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

Art. 34 - Artikel 8 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer und der vorliegende Erlass, mit Ausnahme des Artikels 35, treten am 1. April 2001 in Kraft.

Art. 35 - Für die vor dem 1. April 2001 noch geschuldeten Abgaben gelten die folgenden Bestimmungen:

1° der Vollstreckungsauftrag wird vom Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region oder von dem mit diesem Amt beauftragten Beamten mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt;

2° die Rückforderungen der Abgabe, die durch eine Urkunde mit Ladung vor Gericht eingeleitet werden, werden dem Kabinett des Minister-Präsidenten der Wallonischen Regierung zugestellt.

Art. 36 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, sowie der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2000

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1107

[C - 2000 /27186]

**30 MAART 2000. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de berekening, inning, invordering, vrijstelling en terugbetaling van de belasting
op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op de artikelen 27, tweede lid, 30, vierde lid, 31 à 33 en 36, vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 23 december 1993;

Gelet op artikel 12 van het decreet van 23 december 1993 houdende wijziging van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 januari 1991 betreffende de inning van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Berekening en inning van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater*

Afdeling 1. — Aangifte en berekening van de belasting

Artikel 1. Krachtens artikel 30, § 1, moet elke belastingplichtige het Bestuur jaarlijks alle op het vorige jaar slaande gegevens verstrekken die nodig zijn voor de berekening van de belasting.

In afwijking van het eerste lid wordt een vrijstelling van aangifte verleend aan de belastingplichtigen die :

1° slechts huishoudelijk afvalwater lozen, met uitzondering van landbouwafvalwater;

2° het totaalbedrag van de belasting vereffenen overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, hierna "het decreet" genoemd.

Voor zover ze het Bestuur toekomen binnen de termijnen bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet, worden onderstaande aangiften van rechtswege gelijkgesteld met de aangifte bedoeld in het eerste lid :

1° de aangifte, voor zover ze volledig en juist is, die de belastingplichtige bij het Bestuur indient overeenkomstig de regelgeving voor de bescherming en de exploitatie van grondwater en tot drinkwater verwerkbaar water;

2° de aangifte, voor zover ze volledig en juist is, die de belastingplichtige bij het Bestuur indient overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen;

3° de aangifte, voor zover ze volledig en juist is, die de belastingplichtige bij het Bestuur indient overeenkomstig de artikelen 18 à 20 van het decreet.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde aangifte en de berekening van de belasting vallen onder de bepalingen van de artikelen 19 à 26 van het decreet.

Afdeling 2. — Inning van de belasting

Art. 3. De openbare watermaatschappijen, hierna "verdelers" genoemd, worden belast met de inning van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater.

Art. 4. § 1. Onderstaande registers worden gedurende twee jaar door de verdelers bewaard :

1° een register van de belastingplichtigen die op hun voorzieningsnet aangesloten zijn, al is het maar tijdelijk, en waarin wordt aangegeven of ze al dan niet over een telsysteem beschikken;

2° een register van de per kalenderjaar verzonden berichten voor de belastingbetaling;

3° een register van de betaalde belastingen;

4° een register van de onbetaalde belastingen waarin maandelijks de belastingbedragen worden opgenomen die geheel of gedeeltelijk verschuldigd blijven na afloop van een termijn van negentig dagen, die ingaat de dag waarop de verdeler het betalingsbericht verzendt.

De verdelers bezorgen de met de invordering belaste ambtenaar uiterlijk de twintigste dag van elke maand een afschrift van het in 4° bedoelde register, dat wordt opgemaakt op de laatste dag van de maand vóór die van de verzending.

§ 2. Als ze erom verzocht worden, moeten de verdelers het Bestuur, de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest, of de met dat ambt beklede ambtenaar, of de met de invordering belaste ambtenaar ter plaatse inzage geven van elk document dat nodig is voor de controle op de goede uitvoering van de verplichtingen die opgelegd worden krachtens de bepalingen van het decreet of van dit besluit.

Onverminderd het recht van het Bestuur, de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest, of de met dat ambt beklede ambtenaar, of van de met de invordering belaste ambtenaar om mondelinge inlichtingen te vragen, moet elke verdeler, als hij erom verzocht wordt, hen binnen de maand na de aanvraag elk nuttig gegeven verstrekken, hetzij schriftelijk, hetzij d.m.v. een drager die gekozen wordt door de voor financiën en het waterbeleid bevoegde Ministers.

§ 3. De verdelers krijgen een vergoeding voor de gezamenlijke kosten die ze maken in het kader van de belastinginning. Daarbij wordt rekening gehouden met het aantal verzonden betalingsberichten en wordt hen een forfaitair bedrag van 55 BEF per betalingsbericht terugbetaald, excl. BTW.

De in artikel 6, § 3, bedoelde factuur betreffende een verhoging of een vermindering van de belasting, de eventuele rappelbrieven en de tussenfacturen worden niet beschouwd als betalingsberichten die recht geven op een vergoeding.

Om de forfaitaire vergoeding te verkrijgen, bezorgt de verdeler de met de invordering belaste ambtenaar op dezelfde datum als die waarop de in artikel 6, § 1, bedoelde stortingen verricht worden, een aangifte van schuldvordering in drie exemplaren, behoorlijk getekend en waar en oprecht verklaard. De aangifte slaat op het geheel van de toegezonden betalingsberichten betreffende de betaalde belastingen waarvan de bedragen aan de met de invordering belaste ambtenaar worden overgemaakt, alsmede op het geheel van de toegezonden betalingsberichten betreffende de onbetaalde belastingen waarvan hij de afschriften in de loop van hetzelfde trimester heeft overgemaakt.

Na onderzoek van de aangifte van schuldvordering wordt het goedgekeurde bedrag aan de verdeler betaald binnen zestig dagen na de storting die hij verricht heeft, voor zover de aangifte op dezelfde datum is ingediend. Deze termijn wordt verlengd met één dag per dag vertraging bij de indiening van de aangifte.

Van rechtswege en zonder aanmaning is interest verschuldigd tegen de wettelijke rentevoet, die begint te lopen op de dag na de vervaldag.

De voor financiën en het waterbeleid bevoegde Ministers bepalen welke gegevens op de aangifte van schuldvordering moeten worden vermeld.

Art. 5. De belasting die is ingevorderd op initiatief van de met de invordering belaste ambtenaar, moet betaald worden binnen twee maanden nadat hij het betalingsbericht heeft verzonden en uiterlijk 31 maart van het jaar na het aanslagjaar of van het jaar van de aanslag ambtshalve.

Art. 6. § 1. De verdelers innen het belastingbedrag zoals bedoeld in de bepalingen van de artikelen 12 à 14 en 33 van het decreet.

Uiterlijk de dertigste dag van de maand na elk trimester van het kalenderjaar maken ze het totaalbedrag van de gedurende het bedoelde trimester geïnde belastingen over aan de met de invordering belaste ambtenaar.

Bij elke storting bezorgen ze de met de invordering belaste ambtenaar op dezelfde datum een afschrift van het register van de betaalde belastingen dat op het bedoelde trimester slaat.

Onverminderd § 3, eerste lid, mogen de verdelers het belastingbedrag niet terugbetalen aan de belastingplichtigen, noch deze laatsten vrijstellen van de belastingbetaling.

§ 2. De verdelers vermelden het belastingbedrag in alle rappelbrieven die de belastingplichtige worden toegezonden vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 4, § 1, 1°.

Ze bezorgen de met de invordering belaste ambtenaar uiterlijk de twintigste dag van de maand een afschrift van de onbetaalde belastingen dat is opgemaakt op de laatste dag van de maand vóór die van de verzending.

De met de invordering belaste ambtenaar zorgt voor de invordering van de onbetaalde belastingen, onverminderd het vierde lid.

Het totaalbedrag van de onbetaalde belastingen die naderhand worden geïnd door elke verdeler, wordt wekelijks overgemaakt aan de met de invordering belaste ambtenaar.

Als bewijs van elke storting bezorgen de verdelers de met de invordering belaste ambtenaar een afschrift van het register van de onbetaalde belastingen dat op de bedoelde week slaat en enkel geldt voor de belastingplichtigen voor wie de verdelers een storting verrichten en waarin bovendien de innings- of, bij gebreke hiervan, de verrekeningsdata worden vermeld.

De in het vorige lid bedoelde storting mag in geen geval gelijkgesteld worden met die bedoeld in § 1.

De met de invordering belaste ambtenaar kan de verdelers toestemming geven om de in deze paragraaf bedoelde verplichtingen binnen andere termijnen na te komen.

§ 3. Behalve voor belastingen die na afloop van de in artikel 4, § 1, 4° bedoelde termijn onbetaald blijven, hebben de verdelers machtiging om verhoogde of verminderde belastingbedragen te innen of terug te betalen na rechtzetting van een verkeerde berekening van de geleverde jaarlijkse waterhoeveelheid.

Voor onbetaalde belastingen maken de verdelers een nieuwe factuur op en bezorgen ze de met de invordering belaste ambtenaar maandelijks een afschrift van het register van de onbetaalde belastingen dat op de maand vóór die van de verzending slaat, en dat enkel geldt voor de belastingplichtigen voor wie een rechtzetting is uitgevoerd.

De met de invordering belaste ambtenaar zorgt voor de inning van het verschuldigde bedrag of voor de terugbetaling van het niet-verschuldigde bedrag.

De krachtens de §§ 1 en 2 overgemaakte afschriften van de registers van de betaalde en onbetaalde belastingen bevatten een uitvoerige omschrijving van de in deze paragraaf bedoelde verrichtingen voor het trimester en de maand waarop ze slaan.

Art. 7. De verdelers innen de belasting niet bij de belastingplichtigen als het product van de jaarlijks verbruikte waterhoeveelheid van de openbare voorziening, in m³ uitgedrukt door de eenheidsbelasting bedoeld in artikel 12 van het decreet, hoger is dan of gelijk is aan het dubbele van het totaalbedrag van de belasting berekend door het Bestuur overeenkomstig de artikelen 10 en 14 van het decreet en voor zover het minstens 100 000 BEF bedraagt.

Het Bestuur bezorgt de verdelers een lijst van de op hun net aangesloten belastingplichtigen die de in het eerste lid bedoelde voorwaarden vervullen. Dit bericht geldt als richtlijn om de belasting niet meer te innen bij de belastingplichtigen die erin vermeld staan. De richtlijn wordt geacht gekend te zijn vijftien dagen na de verzending van het bericht.

Het Bestuur bezorgt de verdelers de lijst van de op hun net aangesloten belastingplichtigen die de in het eerste lid bedoelde voorwaarden niet meer vervullen. Dit bericht geldt als richtlijn om de belasting te innen bij de belastingplichtigen die erin vermeld staan en het Bestuur voor elke belastingplichtige kennis te geven van de gefactureerde waterhoeveelheid die niet belast is sinds 1 januari van het jaar vóór dat waarin het bericht is verzonden. De richtlijn wordt geacht gekend te zijn vijftien dagen na de verzending van het bericht.

Art. 8. De afschriften en stukken die de verdeler aan het Bestuur of aan de met de invordering belaste ambtenaar moet bezorgen, worden via een elektronische drager overgemaakt, behoudens afwijking verleend door het Bestuur of de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie.

De technische specificaties van de bestanden en de overdrachtsmodaliteiten, die nader bepaald zullen worden door de voor financiën en het waterbeleid bevoegde Ministers, worden door het Bestuur of de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie bekendgemaakt uiterlijk drie maanden voor hun toepassing door de verdeler.

HOOFDSTUK II. — *Berekening en inning van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater*

Art. 9. De kohieren vermelden :

- 1° de naam van het Gewest;
- 2° de naam, de voornaam of de firmanaam van de belastingplichtige, alsmede zijn adres en de plaats waar het afvalwater wordt geloosd;
- 3° de verwijzing naar het decreet;
- 4° het bedrag van de belasting, de grondslag ervan en het boekjaar waarop ze slaat;
- 5° het bevel tot tenuitvoerlegging;
- 6° het begrotingsartikel waarop de opbrengst van de belasting wordt toegerekend;
- 7° het volgnummer of het artikel van het kohier.

Naast de in het eerste lid bedoelde gegevens vermelden de aanslagbiljetten :

- 1° de opeisbaarheidsdatum;
- 2° de benaming en het adres van de dienst die belast is met de berekening van de belasting.

Art. 10. De kohieren worden opgemaakt door het Bestuur op de tijdstippen die het zelf bepaalt.

Ze worden vastgesteld door de voor het waterbeleid bevoegde Minister en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie of door de met dat ambt beklede ambtenaar.

Art. 11. De kohieren slaan op het begrotingsjaar dat loopt op de datum waarop ze uitvoerbaar worden verklaard.

Art. 12. De aanslagbiljetten worden aan de belastingplichtige verzonden zodra de kohieren uitvoerbaar worden verklaard.

De door het Bestuur opgemaakte berekeningsnota wordt bij het desbetreffende aanslagbiljet gevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Vrijstelling en terugbetaling*

Art. 13. Het Bestuur bezorgt de verdelers een driemaandelijke lijst van de op hun net aangesloten belastingplichtigen die in aanmerking komen voor een vrijstelling, met de vermelding van de bedoelde voorzieningspunten. Dit bericht geldt als richtlijn om de belasting niet meer te innen bij de belastingplichtigen die erin vermeld staan. De richtlijn wordt geacht gekend te zijn vijftien dagen na de verzending van het bericht.

Art. 14. Het Bestuur bezorgt de verdelers een driemaandelijke lijst van de op hun net aangesloten belastingplichtigen die niet in aanmerking komen voor een vrijstelling, met de vermelding van de bedoelde voorzieningspunten. Dit bericht geldt als richtlijn om de belasting te innen bij de belastingplichtigen die erin vermeld staan en om voor elke belastingplichtige het Bestuur kennis te geven van de niet-belaste gefactureerde waterhoeveelheid vanaf 1 januari van het jaar vóór dat waarin het bericht is toegezonden. De richtlijn wordt geacht gekend te zijn vijftien dagen na de verzending van het bericht.

Art. 15. § 1. Binnen drie maanden na de verzending van het dossier door het Bestuur betaalt de met de invordering belaste ambtenaar de sommen waarop een belastingplichtige overeenkomstig artikel 35 van het decreet recht heeft, van ambtswege terug, onder voorbehoud van het bewijs van de betaling van de bedragen waarvan de terugbetaling wordt gevraagd.

§ 2. Elke som die aan belastingplichtigen moet worden terugbetaald, kan zonder formaliteiten door de met de invordering belaste ambtenaar worden aangewend voor de aanzuivering van elke belasting in hoofdsom, interesten en kosten die door die belastingplichtigen verschuldigd is.

Als de belasting het voorwerp uitmaakt van bezwaren of beroepen en voor zover ze geen vaststaande en vlottende schuld is, wordt de aanwending als bewarende maatregel verricht.

Het door de met de invordering belaste ambtenaar verzonden bericht vermeldt de schulden voor de aanzuivering waarvan deze sommen worden aangewend.

HOOFDSTUK IV. — *Invordering*

Art. 16. Als de belastingplichtige de belasting niet heeft betaald binnen de termijn en volgens de voorschriften bedoeld in de artikelen 29 of 34 van het decreet, zendt de met de invordering belaste ambtenaar hem een bevelschrift toe waarbij hij wordt aangemaand tot betaling op straffe van uitvoering bij beslag.

Als het bedrag dat in hoofdsom en interesten wordt teruggevorderd, niet hoger is dan 20 000 BEF, mag de met de invordering belaste ambtenaar het bevelschrift bij ter post aangetekende brief overmaken.

Het bevelschrift bedoeld in artikel 36, derde lid, van het decreet moet vergezeld gaan van een afschrift van het kohierartikel dat op de belastingplichtige slaat en van een afschrift van het bevel tot tenuitvoerlegging.

Art. 17. De gedeeltelijke stortingen die naar aanleiding van de betekening of de mededeling van een dwangsbrief worden verricht, zijn geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Art. 18. Na afloop van de beveltermijn laat de met de invordering belaste ambtenaar tot de gedwongen tenuitvoerlegging overgaan.

Art. 19. Het uitvoerend beslag op onroerend goed is onderworpen aan de machtiging van de voor financiën bevoegde Minister.

De met de invordering belaste ambtenaar voegt de volgende stukken bij de machtigingsaanvraag :

1° een door de hypotheekbewaarder afgegeven certificaat van de inschrijvingen die de te verkopen goederen bezwaren;

2° een staat met vermelding van :

a) de naam van de belastingplichtige met betalingsachterstand;

b) de aard en het bedrag van de in te vorderen belastingen;

c) de geschatte verkoopwaarde van voormelde goederen;

d) het kadastrale inkomen;

e) de ruw geschatte waarde van de goederen die worden aangerekend op het voorrecht van de gewestelijke Schatkist en waarop beslag is gelegd of zou kunnen worden gelegd.

Art. 20. Als de onrechtstreekse vervolgingen betrekking hebben op een bedrag dat in hoofdsom en interesten en accessoria teruggevorderd wordt en niet hoger is dan 20 000 BEF, mag de met de invordering belaste ambtenaar handelen overeenkomstig artikel 39, §§ 2 à 4, van het decreet.

De betekening geldt als aanmaning met verzet op de inkomens, sommen en bezittingen van derden. Ze blijft geldig zolang de schuld niet vereffend is. De betaling mag slechts na het verstrijken van de verplichtingen van derde t.o.v. de belastingplichtige gevorderd worden.

Het bericht bedoeld in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de met de invordering belaste ambtenaar aan de griffie van de rechtbank van eerste aanleg overgemaakt binnen 24 uur nadat de aangetekende brief die als beslag onder derden geldt bij de post is afgegeven.

Art. 21. De met de invordering belaste ambtenaar maakt het eventuele overschot weer over aan de belastingplichtige.

Art. 22. Behalve de vervolgingskosten, berekend volgens de voorschriften die gelden voor de handelingen van de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en commerciële zaken, zijn de volgende kosten ten laste van de belastingplichtige met betalingsachterstand :

1° de postkosten;

2° de hypotheekkosten.

In uitzonderingsgevallen kan de voor financiën bevoegde Minister de met de invordering belaste ambtenaar ertoe machtigen de vervolgingskosten aan de instrumenterende deurwaarder voor te schieten.

De volgende kosten komen niet in aanmerking voor vereffening :

1° de kosten voor handelingen van gerechtsdeurwaarders die niet bewezen zijn aan de hand van originelen;

2° de kosten voor vervolgingen die niet krachtens een voorafgaand bevelschrift ingesteld zijn.

HOOFDSTUK V. — *Betalingen en kwijtscheldingen*

Art. 23. Onverminderd de artikelen 3 en 6 is de belasting betaalbaar in handen van de met de invordering belaste ambtenaar.

Art. 24. § 1. De belasting moet worden betaald d.m.v. :

1° een storting of een overschrijving op de rekening-courant van de met de invordering belaste ambtenaar of van de verdeler wanneer hij met de inning belast is;

2° een postwissel ten gunste van de met de invordering belaste ambtenaar of van de verdeler als hij met de inning belast is;

3° een op voorhand gekruiste betaalcheque uitgeschreven ten gunste van de met de invordering belaste ambtenaar of van de verdeler als hij met de inning belast is, op een financiële instelling die aangesloten of vertegenwoordigd is bij een clearinginstelling van het land.

In bijzondere gevallen kan de voor financiën bevoegde Minister instemmen met andere betalingswijzen.

§ 2. Als hij het bij het aanslagbiljet of bij het betalingsbericht gevoegde formulier niet gebruikt, moet de belastingplichtige het bedrag van de belasting vermelden op zijn betalingsformulier.

§ 3. Behoudens bewijs van het tegendeel gelden de volgende stukken als betalingsbewijs :

1° voor stortingen en postwissels, de ontvangstbewijzen met de postdatum;

2° voor overschrijvingen en cheques, de rekeningafschriften en de desbetreffende bijlagen.

Als de voor financiën bevoegde Minister instemt met een andere betalingswijze, worden de bewijsstukken daarvoor door hem bepaald.

Art. 25. De betaling van de belasting heeft uitwerking :

1° voor betalingen verricht bij een postkantoor, door storting of met een wissel, op de op het document vermelde postdatum;

2° voor betalingen verricht met een betaalcheque, op de datum waarop de met de invordering belaste ambtenaar de cheque in ontvangst neemt;

3° voor de in de handen van een gerechtsdeurwaarder verrichte betalingen en voor beslagopbrengsten, op de datum waarop de fondsen in de handen van de gerechtsdeurwaarder worden overgemaakt;

4° voor overschrijvingen, op de datum van het rekeningafschrift van de met de invordering belaste ambtenaar, die als betalingsbewijs geldt;

5° voor de bij een verdeler verrichte betalingen, op de datum van zijn rekeningafschrift.

Als de voor financiën bevoegde Minister instemt met een andere betalingswijze, bepaalt hij de datum waarop de betaling uitwerking heeft.

Art. 26. Als de belastingplichtige het achterstallige bedrag dat hij wil vereffenen niet vermeldt, worden de betalingen eerst toegerekend op :

1° het bedrag in hoofdsom van de belastingen die de met de invordering belaste ambtenaar wenst aan te zuiveren;

2° de nalatighedsinteressen betreffende de belastingen die de met de invordering belaste ambtenaar wenst aan te zuiveren;

3° diverse kosten, ongeacht de belastingen waarop ze betrekking hebben.

Art. 27. Als de belastingplichtige het achterstallige bedrag dat hij wil vereffenen niet vermeldt, worden de sommen die hij aan de verdelers stort, eerst toegerekend op het bedrag van de waterfactuur, met uitzondering van de eventuele kosten voorgeschoten door de verdelers naar aanleiding van de brieven van rappel en vervolgingen voor de invordering van de in de waterfacturen vermelde bedragen alsmede de desbetreffende interessen.

Art. 28. Alleen de met de invordering belaste ambtenaar heeft machtiging om termijnen toe te staan voor de betaling van de belasting en om kwijtscheldingen te verlenen.

Onverminderd artikel 6, § 3, heeft alleen hij machtiging om over te gaan tot de terugbetalingen en teruggaven als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het decreet en van dit besluit.

Art. 29. De betalingen van de verdelers hebben uitwerking op de datum van het rekeningafschrift van de met de invordering belaste ambtenaar, dat als betalingsbewijs geldt.

Van rechtswege en zonder aanmaning is interest verschuldigd tegen de wettelijke rentevoet, die op de dag na de vervaldag in werking treedt.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

Art. 30. § 1. De voor financiën en het waterbeleid bevoegde Ministers bepalen de vorm, inhoud en drager van de in dit besluit bedoelde registers, boeken en afschriften. Ze bepalen het model van de aangifteformulieren.

§ 2. De betalingsberichten en aanslagbiljetten kunnen afzonderlijk gewag maken van de betalingen van de belastingen, heffingen of bijdragen bedoeld in de regelgeving voor de bescherming en de exploitatie van grondwater en tot drinkwater verwerkbaar water.

§ 3. Er mag slechts één enkel dwangschrift worden opgemaakt voor het geheel van de belastingen, heffingen of bijdragen die de belastingplichtige nog verschuldigd is op de dag waarop het toegezonden wordt.

Art. 31. Elke mededeling betreffende de aangifte en de controle alsmede de aanslagbiljetten en betalingsberichten wordt onder gesloten omslag overgemaakt aan de belastingplichtigen.

Art. 32. De belasting wordt in ieder stadium van de berekening in franken uitgedrukt; de frankdelen worden op een hele frank naar boven of beneden afgerond al naargelang ze meer of minder dan vijftig centiem bedragen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 33. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 januari 1991 betreffende de inning van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 34. Artikel 8 van het decreet van 23 december 1993 houdende wijziging van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater en dit besluit, met uitzondering van artikel 35, treden in werking op 1 april 2001.

Art. 35. Voor de vóór 1 april 2001 te betalen belastingen :

1° wordt het dwangschift gevisieerd en uitvoerbaar verklaard door de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de met dat ambt beklede ambtenaar;

2° worden de aanvragen om terugbetaling van het belastingbedrag ingediend bij exploit met dagvaarding voor het gerecht en meegedeeld aan het kabinet van de Minister-President van de Waalse Regering.

Art. 36. De Minister van Begroting, die bevoegd is voor Financiën, en de Minister die bevoegd is voor het Waterbeleid, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2000.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET



F. 2000 — 1108

[C — 2000/27187]

30 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 180 millions de FB destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée et les quartiers en difficulté

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1997, notamment l'article 7;

Vu l'article 50.05 du programme 4, titre II de la section 15 du budget de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 relatif à la fixation des zones d'initiative privilégiée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 115 millions de francs destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée de Charleroi, Liège, Verviers, Seraing, Namur, Mons, La Louvière et Mouscron ou, à défaut, dans leur périphérie immédiate;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1995 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 5,5 millions de francs (cinq millions cinq cent mille francs) maximum destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée de Charleroi;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1995 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 5,5 millions de francs (cinq millions cinq cent mille francs) maximum destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée de Liège;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 150 millions de francs destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée de Charleroi, La Louvière, Colfontaine-Frameries, Liège, Seraing, Verviers et Namur, et leurs alentours;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, de la Formation et du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du 24 juillet 1997 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 180 millions de FB destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée et les quartiers en difficulté est modifié comme suit :

« Art. 8. L'ordre de commencer les travaux par chantier est donné au plus tard dans les trois ans qui suivent la date de liquidation de la première tranche de la subvention visée à l'article 6. »

Art. 2. L'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 accordant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie une subvention de 180 millions de FB destinée à la création de logements pour familles démunies dans les zones d'initiative privilégiée et les quartiers en difficulté est modifiée suivant les dispositions prévues en annexe au présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2000.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation et du Logement,
M. DAERDEN